



En effet la société financière internationale (SFI) envisage d'investir dans les produits du terroir. L'information a été donnée par le vice-président pour l'Afrique et le Moyen-Orient de la SFI, Sergio Pimenta, lors de la conférence de presse qui a clôturé son séjour au Cameroun.

Une visite motivée par la volonté de l'institution financière « de passer à la vitesse supérieure et de faire plus d'opérations dans le pays », selon les confidences de l'ancien responsable des secteurs agroalimentaire, santé, éducation, industrie et services de la SFI. Cette étude doit permettre de comprendre pourquoi malgré « une capacité agricole considérable (pays très vaste avec une diversité climatique importante), le Cameroun importe de la nourriture ».

Selon les chiffres de l'institut national de la statistique (INS), le pays a importé en 2018 les produits alimentaires pour plus de 702 milliards de FCFA. Dans ces importations, les céréales (riz, blé maïs...) pèsent plus de 267 milliards de FCFA ; le poisson de mer congelé, plus de 154 milliards ; les conserves, boissons, tabacs et autres produits alimentaires industriels, plus de 162 milliards. Aussi est-il également attendu de cette enquête de dire ce que peut faire la SFI « pour améliorer la production agricole locale, transformer les aliments et les produits d'origine alimentaire dans le pays ». Cette perspective devrait permettre de créer de la richesse et des emplois et de réduire le déficit de la balance commerciale du pays, chiffré en 2018 à 1438,3 milliards de FCFA. « Mon but est que tout cela aboutisse à des investissements, à un soutien

en assistance technique... le plus rapidement possible », assure le vice-président de l'institution sœur de la Banque mondiale.

Ce que la SFI projette de faire au Cameroun dans les secteurs agricole et agroalimentaire résume la nouvelle approche d'intervention de l'institution financière en Afrique subsaharienne. Face aux résultats mitigés du financement des projets, cette stratégie a été adoptée il y a bientôt deux ans. « Elle consiste à identifier les grands défis de développement et de voir comment nous pouvons mettre en place des solutions avec le secteur privé pour adresser ces défis », explique Sergio Pimenta.

« Ça veut dire que nous venons, par exemple, dans un pays, nous regardons et nous disons, tiens, il y a un déficit d'habitats ; eh bien, qu'est-ce qu'il faut faire pour financer plus d'habitats ? Il faut amener les entreprises qui vont construire l'habitat et les institutions financières qui vont mettre en place les plans hypothécaires, mais il faut aussi travailler au niveau des réglementations... », détaille l'ingénieur en chef des ponts et chaussées. Et de conclure : « Nous sommes très confiants que ce modèle va nous permettre de passer à la vitesse supérieure et de faire plus d'opérations ».

Si le franco-portugais est si optimiste, c'est parce qu'une telle approche a déjà été expérimentée avec succès dans le secteur de l'électricité. Elle a permis à la SFI de mobiliser 800 millions d'euros (environ 524 milliards de FCFA) pour le financement du projet hydroélectrique de Nachtigal (420 MW) qui devrait permettre de tripler la capacité de production de l'électricité du Cameroun. Cette somme représente plus de 66% du coût total du projet estimé à 1,2 milliard d'euros (près de 786 milliards de FCFA). « Pour l'année fiscale 2019 (juillet 2018-juin 2019), qui vient de s'achever, avec l'opération de Nachtigal, la part du Cameroun dans notre programme annuel Afrique subsaharienne est de l'ordre d'environ 20% », estime l'ancien employé de la direction du Trésor du ministère français des Finances. « Notre objectif est de faire plus », ajoute-t-il par la suite.

Pour cela, en plus de changer de stratégie, la SFI va poursuivre le renforcement de son équipe au Cameroun. « L'idée est d'avoir une présence accrue dans le pays de manière à pouvoir avoir un meilleur dialogue avec nos partenaires locaux (entreprises privées, autorités, société civile) », explique Sergio Pimenta.